

Point Coronavirus sur secteur agricole et alimentaire – Italie (03/04)
FAM d'après informations SER / CAA de la zone

Résumé :

La ministre de l'agriculture Teresa Bellanova se déclare favorable au report de l'entrée en vigueur des taxes « plastique » et « sucre » initialement prévues en juillet dans la loi de finance 2020

Filière volaille : pas de difficultés d'approvisionnement jusqu'à présent mais préoccupations concernant les matières premières (emballages et alimentation animale) et la main d'œuvre

Conférence Etat-Régions du 31 mars : adoption d'un décret du ministère de l'agriculture qui prévoit des flexibilités pour les producteurs et des dispositions afin d'assurer la bonne mise en œuvre des différents programmes d'intervention dans les secteurs du vin, des fruits et légumes, des olives et de l'élevage

Commerce alimentaire : les super de proximité profitent de la situation ; difficulté des grossistes

La ministre de l'agriculture Teresa Bellanova se déclare favorable au report de l'entrée en vigueur des taxes « plastique » et « sucre » initialement prévues en juillet dans la loi de finance 2020

Faisant écho aux demandes de la filière agroalimentaire, la ministre a indiqué qu'il fallait éviter, dans le contexte de crise actuel, de mettre davantage en danger l'activité et l'emploi des entreprises. Elle souhaite à ce titre que le conseil des ministres intervienne rapidement, sans attendre le décret d'avril.

Filière volaille : pas de difficultés d'approvisionnement jusqu'à présent mais préoccupations concernant les matières premières (emballages et alimentation animale) et la main d'œuvre

Unaitalia, association professionnelle représentant plus de 90 % de la filière volaille italienne, indique que le manque de volaille qui a pu être constaté récemment dans certains rayons est temporaire et s'explique simplement en raison d'un nécessaire réajustement du marché. La restauration hors domicile (rôtisseries), qui représente une part de marché de 20 %, s'est arrêtée mais a été compensée par la forte hausse des ventes de la GDO. Cette substitution a exigé une modification du mix produit : baisse de la demande en poulets entiers destinés à la rôtisserie et hausse de la demande en produits découpés et emballés.

Même si l'approvisionnement n'est pas perturbé à ce stade, deux sujets préoccupent la filière :

- L'approvisionnement en matière premières. S'agissant des emballages, plusieurs entreprises de fabrication de barquettes situées en Lombardie sont à l'arrêt. Mais l'inconnue principale concerne l'alimentation animale, dont les matières premières (maïs et soja) viennent de l'étranger (Argentine et USA en particulier). La filière dispose de stocks pour plusieurs mois mais est soumise, à plus long terme, au risque de limitation éventuelle, non avéré à ce stade, des importations.
- Le risque de pénurie de main-d'œuvre, face auquel la filière demande le recours à un outil flexible comme les Voucher, pour faire face aux éventuels besoins.

Conférence Etat-Régions du 31 mars : adoption d'un décret du ministère de l'agriculture qui prévoit des flexibilités pour les producteurs et des dispositions afin d'assurer la bonne mise en œuvre des différents programmes d'intervention dans les secteurs du vin, des fruits et légumes, des olives et de l'élevage

- Pour le secteur vitivinicole, la date limite de dépôt des demandes d'aide pour la mesure de restructuration et de reconversion des vignobles est fixée au 15 juillet tandis que l'échéance pour l'éligibilité des demandes est prévue pour le 15 janvier 2021. Aucune sanction ne sera appliquée aux bénéficiaires n'ayant pas réalisé la totalité des surfaces ayant fait l'objet de la demande d'aide les années précédentes. De plus, il sera possible d'allonger les délais de réalisation et de demander le paiement de manière anticipée.

- Pour le secteur des fruits et légumes et de l'huile d'olive, les sanctions relatives aux conditions d'équilibre définies par la stratégie nationale ne s'appliqueront pas, de même que celles liées au niveau de dépense minimale des fonds opérationnels, le défaut de mise à jour du dossier d'exploitation sera sans conséquence, le délai de remboursement par les organisations de Producteurs aux adhérents des dépenses déclarées pour l'année 2019 est repoussé au 30 mai, tandis que le délai de soumission des rapports sur la mise en œuvre du programme d'activités pour la période biennale 2019-2020 est prolongé au 1er juin. Les contrôles sur place sont évités compte tenu des circonstances exceptionnelles.

Enfin, diverses dispositions portent sur les secteurs de l'élevage et de l'apiculture.

- Dans la filière avicole, les contrôles relatifs à la vérification de l'existence des conditions nécessaires au maintien des agréments des centres de conditionnement des œufs sont suspendus et la période d'urgence n'est pas prise en compte.
- Dans la filière laitière, les contrôles et vérifications sur place des communications sont suspendus jusqu'au 31 décembre, tandis que les cartes d'habilitation au classement des carcasses bovines et porcines sont valables jusqu'à la fin de l'année.
- Dans le secteur apicole, les contrôles sur place sont effectués, au cours de la période couverte par les restrictions anti-diffusion du coronavirus, sur la base du pourcentage minimum prévu par la réglementation en vigueur.

Commerce alimentaire : les super de proximité profitent de la situation ; difficulté des grossistes

(Source Business France)

Les hypermarchés ont perdu une grande partie de leur clientèle avec l'interdiction des déplacements intercommunaux. Les supermarchés de proximité connaîtraient une hausse de leurs chiffres d'affaire estimée à 80 %.

Les grossistes respectent moins bien leurs échéances (paiement à 180 jours, proposent de payer 50% des factures). Certains professionnels anticipent qu'une part significative des grossistes vont faire faillite à la fin de la crise et que les autres auront besoin d'au moins 2 ans pour revenir à une situation financière soutenable.